

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
LA PLANÈTE SE CLAQUEMURE ET GUETTE LE PIC DE L'ÉPIDÉMIE

Moscou et Lagos ont rejoint hier les plus de trois milliards d'habitants de la planète confinés chez eux dans l'espoir d'enrayer la progression de l'épidémie de Covid-19, désormais prise très au sérieux par le président américain Donald Trump, qui se prépare au pire. Cette obligation planétaire à rester chez soi pour combattre l'épidémie, qui a fait plus de 33 000 morts dont un bébé de moins d'un an, restait toutefois très théorique dans de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine notamment.

UGANDA : LE PASTEUR DOUTE DU COVID-19 EN AFRIQUE, FILE EN PRISON

Un influent pasteur ougandais a été inculpé et placé en détention hier pour avoir, d'après l'accusation, remis en cause l'existence du nouveau coronavirus en Afrique, a annoncé la police. Augustine Yiga est accusé par le parquet d'avoir affirmé qu'il n'y avait "pas de coronavirus en Ouganda et en Afrique" dans un sermon vendredi devant ses fidèles de l'Eglise du renouveau chrétien, retransmis par plusieurs chaînes de télévision locales.

LA SIERRA LEONE LÈVE L'INTERDICTION D'ÉCOLE FAITE AUX FILLES ENCEINTES

Les jeunes filles enceintes en Sierra Leone vont pouvoir aller à l'école, le gouvernement ayant décidé de lever l'interdiction qui pesait sur elle dans un pays au sombre bilan en matière de discrimination contre les femmes. La levée de l'interdiction prend certes effet immédiatement, a indiqué le ministère de l'Éducation hier. Mais toutes les écoles seront fermées à partir de ce mardi jusqu'à nouvel ordre pour contenir le nouveau coronavirus, avaient annoncé les autorités il y a quelques jours.

Mali : faible taux de participation aux législatives

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Les Maliens ne se sont pas précipités pour aller voter dimanche. Crainte du coronavirus et de la menace jihadiste : les électeurs maliens se sont rendus aux urnes en ordre clairsemé dimanche pour élire leurs députés au cours de législatives pourtant à fort enjeu. Si aucun chiffre du taux de participation n'a été rendu officiel peu avant la fermeture des bureaux de vote à 18H00 les journalistes et observateurs laissent à penser qu'elle est faible. A la mi-journée de dimanche, elle était de 7,5% dans les bureaux visités par le millier d'observateurs d'un groupement d'associations de la société civile, selon un communiqué. Reportées à plusieurs reprises depuis deux ans, ces élections doivent permettre de renouveler les 147 sièges du Parlement en deux tours, ce dimanche et le 19 avril. Après une campagne ralentie par les mesures sanitaires en raison du coronavirus et qui n'a pas suscité de grand engouement, le scrutin se tient dans un contexte délétère : les violences jihadistes et intercommunautaires persistent malgré le déploiement depuis des années de forces françaises, sahéniennes et de l'ONU.

Signe de cette insécurité, le chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé, a été enlevé à quelques jours de l'élection alors qu'il faisait campagne dans son fief électoral de Niafounké, près de Tombouctou (nord). Il est vraisemblablement aux mains de jihadistes se revendiquant du prédicateur peul Amadou Koufa, chef de l'une des branches, apparue en 2015 dans le centre du Mali, de la principale alliance jihadiste du Sahel, affiliée à Al-Qaïda, selon un élu et une source sécuritaire.

Le président Ibrahim Boubacar Keïta s'est indigné dimanche de ce rapt, promettant de "ne ménager aucun effort pour obtenir sa libération". Il a également salué la "maturité" du parti de Soumaïla Cissé, qui a appelé à une "participation massive". Pourtant, les électeurs se sont méfiés, avançant souvent des craintes liées au Covid-19, qui a contaminé une vingtaine de personnes et fait samedi sa première victime dans le



Les assesseurs en attendant les votants.

pays, longtemps épargné. S'ils sont allés voter, c'est "la peur au ventre", comme l'a dit à Bamako un enseignant de 34 ans, Souleymane Diallo. "Ils nous demandent d'al-

ler voter alors qu'on utilise tous le même stylo et la même encre. Il n'y a pas un mètre entre les gens", pestait Amadou Camara, qui a préféré s'abstenir.

Le Premier ministre Boubou Cissé, qui a voté tôt, avait lancé un appel pour que les électeurs respectent les "gestes barrières" et utilisent le "dispositif sanitaire".

Pas de vote dans plus de 300 centres



Les questions sécuritaires ont empêché le vote à plusieurs endroits du pays.

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Un autre enjeu était simplement que le scrutin puisse se tenir dans les larges parties du territoire en proie à des violences quasi quotidiennes, qui ont débordé ces dernières années sur le Niger et le Burkina Faso voisins. Sur les près de 12 500 bureaux

de vote, 274 n'ont pas pu ouvrir, selon le ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. A Mopti (centre), au cœur d'une région particulièrement touchée par les attaques jihadistes et les conflits meurtriers entre communautés, il n'y a "pas vraiment eu d'affluence", a dit le président d'un bureau de vote, Amadou Dicko. "Le coronavirus et l'insécurité ont chassé les électeurs". A

Tombouctou (nord), les centres de vote étaient sécurisés par l'armée malienne. Un président de bureau a toutefois été "enlevé par des hommes armés", a indiqué une source proche du gouvernorat de la région.

Le mandat de l'assemblée issue des élections de 2013, qui avaient octroyé une majorité substantielle au président Keïta, devait s'achever en 2018. Les enjeux de son renouvellement sont importants, selon des experts, pour qui il s'agit de faire enfin progresser l'application de l'accord de paix d'Alger.

Cet accord a été signé en 2015 entre les autorités et les groupes armés indépendantistes, notamment touareg, qui avaient pris les armes en 2012. Il ne concerne pas les groupes jihadistes. Mais sa mise en œuvre est considérée comme un facteur essentiel d'une sortie de crise, à côté de l'action militaire. Il prévoit plus de décentralisation via une réforme constitutionnelle.

Photo:AFP

Photo:AFP